

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DIX-HUITIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 945^e
SÉANCE

Mercredi 4 décembre 1963,
à 15 h 20

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
Point 37 de l'ordre du jour:	
Programmes de coopération technique des Nations Unies (suite):	
a) Examen des activités (suite)	421
c) Assistance technique au Burundi et au Rwanda: rapport du Secrétaire général . . .	425
b) Confirmation des allocations de fonds au titre du Programme élargi d'assistance technique	427
Organisation des travaux de la Commission . . .	428

Président: M. Ismael THAJEB (Indonésie).

POINT 37 DE L'ORDRE DU JOUR

Programmes de coopération technique des Nations Unies (A/5503, chap. VIII; A/5541) [suite]:

a) Examen des activités (A/C.2/L.753 et Add.1 à 4 et Add.3/Corr.1) [suite]

1. M. BEN SAOUD (Libye) regrette de ne pouvoir tenir compte des suggestions faites par le représentant de la RSS d'Ukraine (944^e séance) au sujet du projet de résolution (A/C.2/L.753 et Add.1 à 4 et Add.3/Corr.1). Ces suggestions, comme celles de la délégation française, contiennent des éléments constructifs, mais elles paraissent déborder le cadre modeste du projet. Les auteurs les étudieront cependant avec soin. Comme l'a déjà signalé le représentant de l'Afghanistan, les auteurs ont accepté, dans un esprit de compromis, de changer le titre du projet, qui se lit désormais comme suit: "Envoi de personnel d'exécution au titre du Programme élargi d'assistance technique".

2. Aux délégations qui estiment qu'on pourrait faire un meilleur usage des ressources de l'assistance technique pour les programmes de développement, les auteurs donnent l'assurance qu'ils désirent donner la priorité aux besoins les plus urgents des pays sous-développés. Le représentant de la Libye fait remarquer cependant que le rapport du Secrétaire général sur les activités d'assistance technique (E/3757 et Add.1) contient une longue liste de demandes en suspens concernant l'envoi d'experts OPEX pour 1964. Un grand nombre de ces experts sont en fait appelés à s'occuper de projets de développement industriel. Il est donc évident qu'il n'existe aucune tentative de détourner des ressources vers des besoins moins urgents. D'autre part, M. Ben Saoud affirme que l'envoi d'experts au titre du programme OPEX ne porte atteinte en aucune façon à la souveraineté des pays bénéficiaires. Dans un grand nombre de pays, dont la Libye, des programmes de formation sont exécutés parallèlement au programme OPEX et avec le concours de ses experts.

3. Certaines délégations, enfin, s'opposent au programme OPEX en soi. Le représentant de la Libye insiste sur le fait que les pays bénéficiaires ont un véritable besoin de ces experts et il prie la Commission de donner au projet de résolution le plus large appui possible.

4. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que les discussions qui se sont déroulées depuis 1958 ont montré que la question du programme OPEX est très controversée. Cela n'est pas dû au hasard, car il y a à la base de ce programme des intérêts eux-mêmes très contestables et des considérations très profondes qui se manifestent dans les rapports entre les Etats qui fournissent l'assistance et les pays bénéficiaires. Aussi s'agit-il d'une question qu'il n'est pas facile de comprendre et qui est pleine de contradictions, comme l'a fait observer le représentant d'El Salvador.

5. Comme on sait, la délégation soviétique s'est opposée au programme OPEX dès sa conception du fait que cette forme d'assistance permet une ingérence dans l'administration du gouvernement bénéficiaire et porte ainsi atteinte à sa souveraineté. La délégation soviétique estimait que l'idée du programme OPEX était incompatible avec les principes fondamentaux de l'Organisation, et le temps qui s'est écoulé depuis l'établissement de ce programme sur une base expérimentale n'a pas dissipé ses doutes. Elle pense que les fonctionnaires OPEX occupant des postes dans l'administration des pays bénéficiaires peuvent profiter de cette situation pour servir les intérêts des pays dont ils sont ressortissants, sous le couvert du drapeau des Nations Unies. Des faits se sont produits qui attestent cet état de choses très regrettable.

6. Si l'on examine le programme OPEX du point de vue des tâches propres aux Nations Unies en matière d'assistance technique, il est impossible de considérer qu'il constitue un programme de coopération technique des Nations Unies au sens strict du terme. En effet, les fonctions du programme OPEX se ramènent à celles de bureaux de placement internationaux recrutant des fonctionnaires destinés à occuper les postes annoncés dans divers Etats. Il existe d'autre part une différence marquée entre le statut d'un expert des Nations Unies envoyé au titre des programmes d'assistance technique et celui d'un fonctionnaire du programme OPEX.

7. La délégation soviétique ne voit aucune raison juridique ou formelle de penser que le programme OPEX doit être financé au moyen de contributions volontaires des pays qui participent au Programme élargi d'assistance technique. Elle ne peut admettre non plus qu'une partie des ressources des Nations Unies consacrées à l'assistance technique soit affectée au programme OPEX, car il n'existe aucun lien nécessaire entre ces deux programmes. Elle estime que les fonctionnaires du programme OPEX doivent

être rémunérés tant par les pays qui les envoient que par ceux où ils exercent leurs fonctions. Si une aide des Nations Unies est nécessaire, elle devrait consister uniquement à fournir des services consultatifs et à organiser le recrutement des fonctionnaires.

8. Quant au projet de résolution dont la Commission est saisie, la délégation soviétique le juge très contestable, et peut-être prématuré. On a déjà fait observer qu'il préjuge la solution des problèmes dont est saisi le Comité spécial créé en vertu de la résolution 851 (XXXII) du Conseil pour coordonner les activités d'assistance technique. Or, ce n'est que lorsqu'on connaîtra les conclusions de ce comité qu'il sera possible de prendre une décision en connaissance de cause. Pour ces raisons, et pour celles qu'elle a exposées à la trente-sixième session du Conseil et au CAT, et en raison des divergences très marquées qui se sont manifestées entre les positions de divers groupes de pays, la délégation soviétique ne pourra pas appuyer ce projet de résolution.

9. M. SAID (Yémen) dit que son gouvernement porte un intérêt croissant au programme OPEX. Ce programme est très utile dans la mesure où il répond aux besoins des pays les moins développés, qui ne peuvent vraiment utiliser au mieux les services d'experts et de conseillers, mais ont plutôt besoin d'un personnel pouvant s'acquitter de fonctions dans leurs services nationaux.

10. De l'avis de M. Said, plusieurs des opinions qui ont été exprimées sortent du cadre de la proposition dont la Commission est saisie. Le représentant de la France, par exemple, a exprimé la crainte que le projet ne cadre pas avec les études en cours sur l'intégration des activités d'assistance technique des Nations Unies. Or, même si le programme OPEX s'inscrit dans le Programme élargi, la délégation yéménite pense que le transfert de fonds du programme OPEX à d'autres programmes, de développement industriel par exemple, peut ne pas être très utile, car le développement industriel doit être considéré comme un processus à plusieurs étapes. Il convient plutôt de considérer le programme OPEX comme un complément des autres efforts en vue du développement des pays sous-développés, car il répond à des besoins qui ne sauraient être satisfaits autrement.

11. C'est pourquoi la délégation yéménite appuie chaleureusement le projet de résolution et a tenu à se joindre aux auteurs. Elle espère que ce projet recevra l'appui de la Commission.

12. M. SOUSSANE (Maroc) croit que tout le monde est d'accord sur le sens profond du projet de résolution dont la Commission est saisie. Les nombreuses demandes de personnel OPEX montrent que beaucoup de pays ont besoin d'experts travaillant dans leur administration. Les fonds qui ont été alloués au programme OPEX pour le recrutement et la rémunération d'experts se sont révélés insuffisants. Les auteurs du projet de résolution demandent l'utilisation de fonds existant ailleurs, et qui pourraient provenir du Programme élargi. Les pays pour lesquels certains projets du Programme élargi ne sont pas nécessaires voudraient utiliser des fonds de ce programme au titre de l'assistance OPEX, ce qui n'entraînerait pas de transfert. Cette idée ne devrait donc pas soulever d'objections.

13. Certains représentants qui s'opposent au projet de résolution ont affirmé que les experts du Pro-

gramme élargi jouent un rôle plus utile du fait qu'ils forment un personnel qui reprend ensuite leurs fonctions. De l'avis de la délégation marocaine, les experts travaillant directement dans l'administration d'un pays peuvent assurer une continuité que ne permettent pas les activités du Programme élargi. Leur tâche ne se limite pas en effet à l'exécution de certains projets, et ils peuvent organiser avec une certaine latitude les bureaux qu'ils dirigent et qu'ils transmettent ensuite aux gouvernements intéressés, avec les améliorations qu'ils y ont apportées et le personnel qu'ils ont formé.

14. En ce qui concerne le danger d'immixtion étrangère, le représentant du Maroc fait remarquer qu'elle pourrait aussi bien se présenter dans le cas du Programme élargi. D'autre part, les pays qui ont fait appel au programme OPEX n'auraient pas formulé leurs demandes s'ils avaient craint une telle immixtion. De nombreux pays, dont le Maroc, reçoivent un personnel d'un certain type qui travaille dans leur administration au titre d'accords bilatéraux et qui sont remplacés à leur départ par leurs subalternes. C'est parce qu'il a conclu de tels accords que le Gouvernement marocain n'a pas fait appel au programme OPEX.

15. Certains représentants ont estimé que le projet de résolution préjuge la solution des problèmes qu'étudie le Comité spécial de coordination des activités d'assistance technique. Or, le dispositif du projet de résolution montre clairement qu'il n'en est rien. C'est pourquoi les auteurs, après avoir examiné les suggestions faites par le représentant de la RSS d'Ukraine, ne peuvent les incorporer dans leur texte. En fait, celui-ci ne touche que des questions de pure procédure et ne prête pas à controverse. Il semble que l'opposition de certaines délégations à ce projet est due à des idées arrêtées depuis longtemps.

16. La délégation marocaine espère que la majorité des membres de la Commission admettra le bien-fondé du projet de résolution et l'appuiera.

17. M. TELL (Jordanie) rappelle que sa délégation figurait parmi les auteurs du texte adopté par le CAT à sa session de juin 1963 (E/3783, annexe IV) en ce qui concerne la question de l'envoi de personnel OPEX dans le cadre du Programme élargi. Il tient à souligner cependant que les raisons pour lesquelles il appuie le projet de résolution à l'étude sont d'une façon générale les mêmes que celles qu'invoquent les délégations qui s'opposent à la mesure proposée.

18. Si le programme OPEX est intégré dans le Programme élargi, les demandes présentées à ce titre feront nécessairement partie des programmes nationaux des pays bénéficiaires. Ainsi, au lieu de gonfler artificiellement leurs demandes, comme ils le font généralement en ce qui concerne l'aide fournie dans le cadre du titre V du budget de l'ONU, afin d'obtenir les allocations les plus élevées possibles, les pays bénéficiaires devront opter, en ce qui concerne chaque projet, pour une forme ou une autre d'assistance. Il est fort probable que cela se traduira en définitive par une diminution des demandes présentées en vue d'une assistance OPEX.

19. En outre, les procédures suivies en ce qui concerne le Programme élargi sont celles qui préservent le plus efficacement les droits souverains des Etats. La prise en charge des activités OPEX dans ce programme devrait satisfaire, et non inquiéter, ceux qui

craignent que ces activités ne justifient les pires interventions dans les affaires intérieures des Etats.

20. Enfin, le projet de résolution a pour but d'aider le Comité spécial dans ses travaux et ne préjuge en rien, ainsi qu'il ressort du paragraphe 2 du dispositif, la solution des problèmes dont ce comité est saisi.

21. M. ZELLEKE (Ethiopie) souligne que, dans sa résolution 200 (III), l'Assemblée générale a défini les principes qui doivent servir de base aux activités d'assistance technique en matière de développement économique et social. Il est évident que le programme OPEX, loin de s'écarter de ces principes, en est, au contraire, la conséquence logique. A l'origine, l'assistance technique portait essentiellement sur des services consultatifs, ce qui était notoirement insuffisant. A sa treizième session, l'Assemblée générale, par sa résolution 1256 (XIII), a créé le programme OPEX à titre expérimental, puis, dans sa résolution 1530 (XV), elle a décidé que ce programme devrait être organisé sur une base continue. Depuis, le nombre des demandes reçues à ce titre n'a cessé d'augmenter, ce qui, contrairement aux conclusions du représentant de la Jordanie, prouve l'ampleur des besoins des pays en voie de développement dans ce domaine.

22. Pour répondre à ces besoins, il importe de trouver des ressources nouvelles. Tel est l'objet du projet de résolution dont la Commission est saisie. Comme les propositions contenues dans la résolution 951 (XXXVI) du Conseil ne préjugent en rien la solution des problèmes que doit examiner le Comité spécial, la délégation éthiopienne approuvera sans réserve le projet de résolution.

23. M. VERAS (Brésil) rappelle que la position de sa délégation au sujet du programme OPEX est bien connue des membres du Comité spécial et du CAT. Il tient à préciser que cette position n'est pas due au fait que le Brésil n'a jamais eu recours au programme OPEX. En fait, la délégation brésilienne avait voté pour la résolution 1256 (XIII) de l'Assemblée. Toutefois, cette résolution indiquait très clairement que ce nouveau programme d'assistance serait établi à titre expérimental, et il est manifeste que ce stade est maintenant dépassé.

24. Tout d'abord, la délégation brésilienne s'oppose à l'expansion du programme OPEX au détriment du Programme élargi pour une raison de principe. Elle pense en effet, malgré toutes les explications données, que la prise en charge d'activités OPEX par le Programme élargi modifierait l'essence même de ce dernier, qui concerne la fourniture de services purement consultatifs.

25. Une autre raison de l'opposition de la délégation brésilienne à l'expansion du programme OPEX est le fait que l'argument principal des promoteurs de cette expansion repose sur une évaluation statistique des demandes adressées par un grand nombre de pays en voie de développement. Ceux-ci ont des besoins tels que la majorité d'entre eux accueillent favorablement toutes les formes d'assistance.

26. En ce qui concerne le problème du financement, le représentant du Brésil croit que si le programme OPEX devait être élargi il faudrait étudier toutes les possibilités de le financer, et il a toujours pensé que le meilleur moyen ne serait pas d'engager des fonds du Programme élargi. Il conviendrait de tenir compte non seulement du rapport du BAT au CAT (E/TAC/

126), mais également d'un autre document rédigé par le Comité administratif de coordination (E/3765), où celui-ci conseille au CAT de rechercher d'autres sources pour cette expansion, si elle est inévitable. Ce document envisage de plus fortes contributions de la part des pays intéressés, donateurs ou bénéficiaires. Il est regrettable qu'on n'ait pas tenu compte de ce document et que le BAT n'ait retenu qu'une formule, celle du prélèvement de fonds du Programme élargi. Or, la situation est différente après la Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions au Programme élargi et au Fonds spécial, dont il résulte que les contributions pour 1964 n'accusent qu'une augmentation de 700 000 dollars. Dans ces conditions, on ne saurait détourner à d'autres fins des ressources nécessaires à l'exécution du programme approuvé.

27. La délégation brésilienne appuie le droit de chaque pays de donner aux projets d'assistance le rang de priorité que réclament ses besoins propres. Il n'en demeure pas moins que le CAT, le Conseil économique et social et la Deuxième Commission ont leur mot à dire en ce qui concerne l'évaluation des projets. Le CAT doit en particulier examiner toutes les demandes pour déterminer si elles entrent dans le cadre de la politique établie en matière d'assistance technique. D'autre part, il n'est pas juste de dire que c'est en raison du grand nombre de demandes reçues des pays en voie de développement qu'on veut élargir ce programme. Malheureusement, la volonté de ces pays ne prévaut pas dans les décisions des organes économiques. C'est ainsi qu'une grande majorité des pays luttent depuis plusieurs années pour l'établissement d'un fonds d'équipement, sans l'avoir encore obtenu. Il s'agit donc plutôt d'un autre domaine d'assistance financière que de l'expansion des activités de coopération technique.

28. Le représentant du Brésil tient à souligner que l'opposition de sa délégation à l'expansion du programme OPEX ne serait pas si forte si le résultat de la Conférence pour les annonces de contributions avait été plus favorable. Il suggère par conséquent de renvoyer la décision sur le projet de résolution à l'année suivante, en attendant la Conférence de 1964 pour les annonces de contributions. Comme plusieurs des principaux pays contributeurs figurent parmi les auteurs du projet de résolution, le représentant du Brésil saisit cette occasion de leur adresser un appel pour qu'ils augmentent leurs contributions au Programme élargi afin que celui-ci puisse étendre ses activités. Il leur suggère également d'envisager la possibilité de recourir aux fonds d'affectation spéciale ("funds-in-trust") pour l'assistance envisagée.

29. M. Veras espère que les auteurs du projet de résolution comprendront le point de vue de sa délégation et accepteront d'en renvoyer l'examen à la dix-neuvième session de l'Assemblée générale.

30. M. CVOROVIC (Yougoslavie) dit que la délégation yougoslave ne s'oppose pas au programme OPEX, car un certain nombre de pays en voie de développement en ont besoin et il n'a qu'un caractère temporaire. Mais elle formule des réserves sérieuses quant à la proposition d'autoriser, en vue du financement de ce programme, l'utilisation d'une partie des ressources déjà très modestes dont dispose le Programme élargi. Ces deux programmes diffèrent, tant par leur nature que par les perspectives de leur évolution future, et doivent donc être financés et gérés d'une manière différente. Alors que le programme OPEX est con-

damné à disparaître, le Programme élargi est appelé à devenir la base même de la coopération internationale multilatérale.

31. La délégation yougoslave souscrit en conséquence à la proposition brésilienne de surseoir à toute décision définitive à ce sujet jusqu'à la prochaine session. Au cas où le projet de résolution serait mis aux voix, la délégation yougoslave s'abstiendrait.

32. M. AKYAMAC (Chypre) remercie les auteurs du projet de résolution d'avoir mis l'accent sur l'importance d'un programme qui, bien que très modeste à l'origine, rend actuellement des services inappréciables aux pays en voie de développement. La délégation chypriote appuiera donc le projet de résolution, qui n'entraîne aucune modification des principes essentiels qui régissent la fourniture de l'assistance technique.

33. M. BABIKER (Soudan) dit que la délégation soudanaise appuie sans réserve le projet de résolution. Le Soudan sait, par sa propre expérience, que le programme OPEX joue un rôle très utile dans une économie en voie de développement. Il pourrait cependant rendre de meilleurs services s'il disposait de ressources plus importantes. Certes, les pays en voie de développement ont besoin d'experts, mais surtout de personnel qualifié, en vue de former leurs propres cadres avec une certaine continuité. Il serait contraire aux objectifs du projet de résolution de surseoir à toute décision à ce sujet.

34. M. CASTON (Royaume-Uni) tient à préciser que l'adoption du projet de résolution, dont sa délégation est devenue coauteur, ne préjugera en rien la solution des problèmes dont le Comité spécial est saisi au sujet de la coordination entre le programme ordinaire et le Programme élargi, ainsi qu'il ressort du paragraphe 2 du dispositif. Il convient d'ailleurs de noter que le programme ordinaire et le Programme élargi font déjà double emploi dans la mesure où ils comportent tous deux la fourniture d'experts et de bourses. Le projet de résolution propose uniquement que le Programme élargi puisse également fournir du personnel OPEX, comme c'est déjà le cas pour le programme ordinaire.

35. Le représentant du Brésil a déclaré qu'il serait dangereux d'affecter des fonds de l'assistance technique à ce genre de programme, mais il convient de noter que le projet de résolution ne comporte aucun engagement de fonds. Le problème essentiel n'est pas d'élargir le programme OPEX au détriment du Programme élargi, mais bien d'accroître la liberté de choix dont disposent les gouvernements. Le représentant du Brésil a également suggéré aux principaux pays donateurs d'accroître leurs contributions au Programme élargi. Le Gouvernement du Royaume-Uni examinera certainement la possibilité d'accroître le montant de sa contribution au Programme élargi, mais seulement si son utilisation n'est pas prédéterminée. Le Programme élargi doit avoir la plus grande souplesse possible, car à des stades différents de développement économique correspondent des besoins différents. Comme l'a déclaré le Président du Tanganyika à la Conférence générale de la FAO, ce n'est pas de conseillers de haut rang qu'ont surtout besoin les pays en voie de développement mais bien de personnel possédant une expérience et des compétences techniques qui lui permettent de prendre, de sa propre autorité, les décisions qui s'imposent à tous les échelons. Etant donné le caractère urgent de ce

besoin, il serait fâcheux de surseoir à toute décision sur le projet de résolution.

36. M. KHALIL (République arabe unie) dit que les interventions des représentants du Maroc et de la Jordanie ne laissent subsister aucun doute quant à l'objet du projet de résolution dont la Commission est saisie. La délégation de la République arabe unie est convaincue que l'expansion du programme OPEX n'entraînera aucun retard dans l'allocation des fonds consacrés au développement industriel, comme le représentant de la France l'a fait remarquer à juste titre. La délégation de la République arabe unie appuiera donc le projet de résolution.

37. M. KLEINE (Etats-Unis d'Amérique) souligne que la délégation des Etats-Unis n'a cessé d'appuyer le programme OPEX depuis sa création. C'est pourquoi elle est heureuse de noter que le succès de ce programme et les demandes d'assistance pour cas d'urgence présentées par les pays en voie de développement ont amené le Président-Directeur du BAT à proposer qu'une partie des fonds du Programme élargi soit utilisée pour la fourniture de personnel d'exécution, à la demande des gouvernements et à titre d'essai, pendant la période 1964-1966.

38. L'adoption du projet de résolution permettrait à l'Assemblée générale d'approuver la résolution 951 (XXXVI) du Conseil, qui expose les critères régissant l'envoi de personnel d'exécution au titre du Programme élargi. Le lien avec le Programme élargi sera ainsi maintenu et ce dernier disposera d'un instrument inestimable de plus dont les pays en voie de développement pourront tirer parti. Comme l'a fait observer le Président-Directeur, ce n'est pas de conseillers mais de personnel d'administration et d'exécution dont un grand nombre des pays en voie de développement ont le plus grand besoin pendant la formation de leur propre personnel. La délégation des Etats-Unis appuiera donc le projet de résolution. M. Kleine souligne que celui-ci n'engage en rien les gouvernements bénéficiaires. Il appartiendra à chacun d'eux de décider s'il désire utiliser les fonds du Programme élargi pour la fourniture de personnel d'exécution. La souplesse qui caractérise le Programme élargi et les ressources dont il disposera en 1964 devraient d'ailleurs lui permettre de répondre à ces nouveaux besoins à la demande des gouvernements.

39. M. TELL (Jordanie) rappelle les appréhensions qu'il avait éprouvées lors de la création du programme OPEX. On pouvait craindre en effet que certains anciens fonctionnaires de l'administration coloniale ne réussissent à s'infiltrer dans les rangs de l'administration nationale. Mais ces appréhensions ont disparu à mesure que ce programme a pris de l'ampleur et que son caractère international s'est affirmé. Le programme OPEX ne risque pas d'empiéter sur le Programme élargi, car le nombre des demandes aura tendance à diminuer si le choix entre les programmes est laissé aux gouvernements.

40. M. CHAMMAS (Liban) partage l'opinion du représentant de la Libye et approuve entièrement les déclarations des représentants de la Nouvelle-Zélande et de l'Afghanistan. Il est probable que les divergences d'opinion persisteront. La délégation libanaise ne peut donc accepter la proposition brésilienne de surseoir à toute décision sur le projet de résolution.

41. M. VERAS (Brésil) dit que le représentant du Royaume-Uni semble avoir mal interprété les obser-

vations qu'il a faites au sujet du financement du programme OPEX. Il n'entendait pas proposer que chaque pays réserve sa contribution au Programme élargi, mais demandait simplement aux pays donateurs d'accroître leurs contributions. La délégation du Brésil pourrait ainsi appuyer plus facilement le projet de résolution.

42. Il convient de noter également que le projet de résolution présente une lacune, car il ne comporte aucune indication sur le montant des fonds qui seraient prélevés pour le programme OPEX. La délégation brésilienne voudrait avoir l'assurance qu'aucun prélèvement ne viendra diminuer les modestes ressources du Programme élargi afin qu'on puisse accueillir un plus grand nombre de demandes. L'un des inconvénients du projet de résolution est qu'il ne contient aucune précision sur l'évolution future du programme OPEX. Le représentant du Royaume-Uni a facilité la tâche de la délégation brésilienne en permettant à celle-ci d'exposer plus clairement les raisons de son opposition.

43. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution intitulé "Envoi de personnel d'exécution au titre du Programme élargi d'assistance technique" (A/C.2/L.753 et Add.1 à 4 et Add.3/Corr.1).

Par 62 voix contre zéro, avec 15 abstentions, le projet de résolution est adopté.

44. M. BEN SAOUD (Libye) remercie les délégations qui ont voté pour le projet de résolution et notamment celles qui représentent des pays ne bénéficiant pas du programme OPEX. Cette décision est un exemple remarquable de l'esprit de coopération qui a présidé aux travaux de la Commission depuis l'ouverture de la session.

c) Assistance technique au Burundi et au Rwanda: rapport du Secrétaire général (A/5547)

45. M. NYANGOMA (Burundi) dit qu'il comprend bien que la Commission ne peut s'attarder sur certaines questions, notamment celle qui fait l'objet de la partie c du point 37 de l'ordre du jour, mais qu'il juge néanmoins utile de faire un exposé de la situation au Burundi. Il s'agit d'un pays situé au cœur de l'Afrique; le relief en est accidenté, le sol d'une fertilité variable, et le peuplement y présente un aspect dispersé; le sous-sol révèle la présence de minerais et de nombreux gisements de tourbe potentiellement importants; dans l'ensemble, le Burundi jouit d'un climat qui est généralement clément. Du point de vue démographique, la population — qui compte actuellement 3 millions de personnes — est en pleine expansion; elle augmente chaque année d'environ 2,5 p. 100, alors que seule une infime partie de la main-d'œuvre travaille de façon régulière, le marché du travail étant pratiquement concentré dans une seule ville, Usumbura; or, on sait que lorsque la croissance démographique l'emporte sur la croissance économique il en résulte une régression dans les conditions d'existence.

46. L'économie est essentiellement agricole, mais les terres sont insuffisamment exploitées et d'un rendement peu élevé, les méthodes de culture étant encore le plus souvent manuelles; l'élevage du gros et du petit bétail est quantitativement important, mais la qualité économique en est variable, bien qu'elle s'élève lentement. Dans d'autres domaines, il existe une multitude de services dont la contribution totale au produit national est infime; quant à l'activité industrielle, elle est pratiquement inexistante. Vu

sous l'angle du revenu national, le niveau de vie de la population burundaise est proche de la détresse économique; le revenu du capital va aux étrangers, qui organisent la production et rapatrient une partie de leurs bénéfices, tandis que le revenu du travail revient surtout aux nationaux, les revenus mixtes étant partagés. Malheureusement, le revenu de la population dépend de la culture du café, et les fluctuations des cours sur le marché mondial découragent la main-d'œuvre, ralentissent son zèle à créer des circuits secondaires et constituent de ce fait un frein au développement économique.

47. Le produit national brut se partage en consommation, investissements et excédent des exportations sur les importations. Pour ce qui est de la consommation, l'alimentation est suffisante, mais qualitativement déficiente; par la force des choses, les services sociaux sont encore très négligés: beaucoup de "bidonvilles" subsistent, le paludisme est toujours répandu, l'enseignement n'a qu'une diffusion restreinte et il est de qualité discutable. Quant à la formation de capital, elle ne peut satisfaire aux besoins du développement, et le gouvernement n'a pas encore pu jouer un rôle direct dans la production économique. Enfin, la balance commerciale est généralement déficitaire.

48. Du point de vue des institutions, le Burundi, Etat jadis autocratique, a vu le régime semi-colonial ajouter aux cloisonnements sociaux existants la classe nouvelle des colons et exploiter la majorité au profit de la minorité; aujourd'hui, le Burundi est un Etat indépendant dont le gouvernement tient son autorité directement du peuple et qui s'engage résolument dans la voie de l'avenir, libéré des conventions, préjugés et tabous sociaux d'antan.

49. Les besoins du pays sont immenses, ses moyens réduits. Les objectifs doivent donc être fixés en fonction des possibilités. Les tâches principales que le Burundi s'est assignées sont d'intensifier la production agricole pour assurer l'indépendance alimentaire du pays et augmenter ses exportations, d'implanter des industries de transformation pour diversifier l'économie, et de former la main-d'œuvre et les cadres nécessaires au développement. En agriculture, il s'agira d'assurer une meilleure utilisation des ressources, de moderniser les méthodes de culture et d'élevage, de pratiquer le reboisement et d'améliorer les conditions de pêche. Dans le secteur industriel, le Burundi, en raison de la pénurie de capital, donne la préférence à des activités utilisant un maximum de main-d'œuvre; il entrevoit notamment la possibilité d'installer une série d'industries alimentaires, de créer une industrie textile, de fonder des usines d'engrais et d'implanter des usines de transformation de matières plastiques.

50. Tous ces projets exigent une véritable mobilisation idéologique de la population; ce développement social doit s'appuyer sur la classe porteuse du progrès, celle des travailleurs, en majorité paysans, et l'enseignement mérite à cet égard la priorité absolue. Mais les objectifs de production agricole exigent, pour être atteints, la mise en place de structures nouvelles. L'adoption des méthodes modernes de culture implique l'intervention d'un crédit agricole destiné à faciliter le financement des opérations; le stockage, la distribution, la commercialisation et la transformation des produits réclament la création d'organismes coopératifs; la conservation des sols postule l'application pratique des résultats de la recherche

agronomique et les cadres nécessaires à cette fin. Dans tous ces domaines, la population burundaise doit jouer le plus grand rôle, le développement demeurant toujours une œuvre nationale.

51. La nécessité et l'urgence ont conduit les pouvoirs publics à rechercher des méthodes originales de formation: stages à l'étranger, formation en cours d'emploi dans les entreprises nationales, méthode "industrialisation-transfert", par laquelle le gouvernement passe contrat avec une entreprise étrangère qui, en échange d'avantages, assure la direction de nouvelles usines et la formation des cadres. Reste le problème de l'insuffisance des capitaux; une épargne intérieure trop faible, une assiette d'impôts qui ne permet pas de couvrir les dépenses ordinaires de l'Etat, l'impossibilité pratique de recourir à un emprunt intérieur n'empêchent pas cependant une action nationale et internationale.

52. Sur le plan intérieur, l'accroissement de la production agricole peut former un excédent de main-d'œuvre qui pourra être dirigé vers d'autres emplois, et les dépenses de luxe peuvent être canalisées à des fins plus productives; la fiscalité s'y emploie. Sur le plan extérieur, le Burundi a promulgué un code des investissements destiné à attirer le capital étranger; mais quel que puisse être le rôle des investissements privés, l'avenir du Burundi appelle une action internationale de plus en plus large: la nécessité lui dicte en effet d'assurer l'existence d'industries clefs et de diversifier sa production, ce qui entraîne des mesures de protection et de contrôle dont se méfient le plus souvent les investisseurs privés. Le Burundi cherche par ailleurs à renforcer ses relations avec les pays voisins et en premier lieu à resserrer l'union économique qu'il forme avec le Rwanda.

53. En conclusion, le Burundi ne croit pas que le monde se doit de l'aider à vivre, mais il a foi dans la coopération internationale et il est convaincu que l'Organisation des Nations Unies peut en devenir l'instrument par excellence. Quoi qu'il en soit, il fait tout pour avoir ce qu'il mérite et pour mériter ce qu'il reçoit.

54. M. MUDENGE (Rwanda) tient à exprimer la gratitude de son gouvernement à l'Organisation des Nations Unies, à la Communauté économique européenne et aux Etats Membres pour l'aide qu'ils lui ont accordée. Au moment de son accession à l'indépendance, la situation du Rwanda était déplorable: son infrastructure administrative était quasi inexistante et sa capitale même devait véritablement être construite de toutes pièces. Dans le domaine culturel, le pays entier ne comptait guère que 10 universitaires, mais il ne possédait pas un seul médecin rwandais, ni même, dans un pays essentiellement agricole, un seul agronome; le secteur économique était pratiquement inexistant, le Rwanda n'ayant aucune industrie et ne disposant que des rudiments de réseaux téléphonique et routier; dans le domaine social, l'équipement sanitaire ne comptait qu'un lit pour près de 1 000 habitants et l'on manquait de plus de 2 500 classes rien que pour l'enseignement primaire. Un autre problème est venu se greffer sur cette situation, celui de la réinstallation des personnes déplacées à la suite des événements révolutionnaires qui se sont déroulés au Rwanda entre 1959 et 1961; l'action qui s'imposait à cet égard a absorbé une partie considérable des ressources de la jeune nation.

55. C'est parce qu'elle s'est rendu compte du lourd handicap qui pesait sur le Rwanda que l'Assemblée

générale a adopté les résolutions 1746 (XVI) et 1836 (XVII). Grâce à l'aide des Nations Unies, des maisons d'habitation et un bureau de poste ont été construits et 39 postes d'experts ont été créés; grâce à l'assistance de la Communauté économique européenne, le niveau des études au collège agricole de Butare sera amélioré. Pour sa part, le Rwanda n'a pas ménagé ses efforts: il a notamment fondé l'université de Butare, étendu l'enseignement primaire à 250 000 enfants, construit un aéroport international, créé une caisse d'épargne et une banque commerciale, développé son système d'assistance sociale, élargi le réseau routier et aménagé des régions qui n'avaient pas encore été mises en culture. Il cherche également à faire face au déficit structural de son budget, hérité d'un passé dont il ne porte pas la responsabilité, en pratiquant une politique d'austérité; si stricte qu'elle soit, cette politique ne saurait cependant résoudre à elle seule les difficultés du pays, dont la situation demeure très précaire.

56. Dans son rapport sur l'assistance technique au Burundi et au Rwanda (A/5547), le Secrétaire général a reconnu la nécessité manifeste d'accorder une aide allant au-delà des niveaux précédemment consentis; en 1962, le Burundi avait estimé le minimum indispensable pour le développement économique des deux pays à 10 millions de dollars par an; M. Spaak lui-même a dit qu'une somme de 15 millions de dollars pour l'année en cours ne lui paraissait pas poser un problème excessif pour l'ensemble des Nations Unies. M. Mudenge regrette que l'organisation des travaux de la Commission n'ait pas permis de présenter un projet de résolution distinct concernant l'assistance technique à accorder au Rwanda et au Burundi. La délégation rwandaise espère toutefois que l'appel lancé par l'Assemblée générale dans sa résolution 1836 (XVII) sera entendu et que le Secrétaire général pourra obtenir des allocations de fonds permettant d'exécuter les projets mentionnés dans son rapport.

57. Pour M. WOULBROUN (Belgique), il ressort des déclarations des représentants du Burundi et du Rwanda que, s'il convient d'étudier d'une manière plus approfondie les ressources potentielles des deux pays, ceux-ci ne disposent en ce moment que de ressources exploitables limitées. La situation du Burundi et du Rwanda est comparable à celle dans laquelle se trouvent nombre de pays en voie de développement, situation qui préoccupe la communauté mondiale et à laquelle la Commission s'intéresse particulièrement.

58. La Belgique comprend parfaitement le souci de progrès qui anime les représentants du Burundi et du Rwanda, d'autant plus que les sentiments de solidarité qu'elle ressent à l'égard des deux pays sont demeurés extrêmement vivaces. Elle continue de leur octroyer une aide budgétaire, technique et économique importante, non seulement eu égard aux moyens limités qui sont les siens, mais aussi en valeur absolue. Elle entend poursuivre son action dans ce domaine.

59. Les Nations Unies ont souvent reconnu qu'elles avaient une obligation particulière à l'égard des pays africains ayant récemment accédé à l'indépendance et plus particulièrement des anciens territoires sous tutelle. C'est pourquoi la délégation belge se joint à l'appel lancé par les représentants du Burundi et du Rwanda pour que l'ONU et les autres organisations internationales compétentes accordent à leurs pays une aide aussi large que possible dans le cadre de leurs activités opérationnelles.

60. Pour sa part, la Belgique continuera à fournir au Burundi et au Rwanda une assistance visant particulièrement à assurer la formation des cadres nationaux dont ces deux pays ont besoin, et à favoriser leur développement économique et social d'une manière conforme à leurs désirs, à leurs traditions et à leur culture.

b) Confirmation des allocations de fonds au titre du Programme élargi d'assistance technique (A/C.2/223)

61. M. TRIVEDI (Inde) dit que la délégation indienne tient à féliciter le Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique pour les progrès remarquables réalisés en ce qui concerne l'exécution des programmes et à remercier toutes les organisations participant au Programme élargi d'assistance technique de leur contribution à l'œuvre commune.

62. La Commission est saisie d'un projet de résolution présenté par le CAT et transmis par le Secrétaire général (A/C.2/223), que la délégation indienne approuve sans réserve. Le paragraphe 2 du dispositif autorise le Président-Directeur du BAT à apporter aux allocations mentionnées les changements qui pourraient être nécessaires. La souplesse qui résulte de cette procédure est une des caractéristiques essentielles du Programme élargi, puisqu'elle permet aux gouvernements bénéficiaires de modifier leurs programmes lorsque les circonstances l'exigent. Certes, il importe que les programmes nationaux soient établis et présentés avec soin. Mais avec la nouvelle méthode adoptée par le CAT, il est certain que les modifications éventuellement adoptées seront envisagées dans le cadre général des plans établis pour chaque période biennale et de la programmation par projet.

63. Il est toutefois un point dont le projet de résolution ne fait pas mention. Le Président-Directeur du BAT est habilité à approuver certaines allocations pour cas d'urgence, ce qui ajoute encore à la souplesse du Programme élargi. Dans ce contexte, la délégation indienne tient à souligner que les besoins du Yémen devraient faire l'objet d'une attention particulière, comme cela a été le cas précédemment pour d'autres pays. Elle avait d'ailleurs l'intention de présenter un projet de résolution à ce sujet, lorsqu'elle a été avisée que le BAT avait déjà pris des mesures dans ce sens et qu'un bureau de correspondant venait d'être créé dans le pays. Le Président-Directeur aurait l'intention de renforcer ce bureau, en plus des mesures déjà prises pour fournir au Yémen une assistance accrue. Ce pays a un grand besoin d'assistance technique, et la délégation indienne espère que le Président-Directeur examinera favorablement les demandes que le Yémen présentera dans un avenir proche.

64. M. SAID (Yémen) tient à remercier le représentant de l'Inde de l'appel qu'il a lancé en faveur de son pays. L'Inde a toujours fait preuve d'une grande compréhension en ce qui concerne la nature et l'urgence des besoins de la jeune république yéménite. Il tient à remercier également l'ONU et les institutions spécialisées de l'œuvre qu'elles accomplissent au Yémen, ainsi que tous les gouvernements qui font bénéficier son pays d'une assistance bilatérale.

65. Le Yémen considère le Programme élargi comme la source principale d'assistance multilatérale, et c'est pourquoi M. Said appuiera sans réserve le projet de résolution contenu dans le document A/C.2/223.

66. M. BINGHAM (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation appuie le projet de résolution présenté par le CAT dont la Commission est saisie et espère qu'il sera adopté à l'unanimité.

67. Les Etats-Unis ont toujours appuyé et continueront d'appuyer le Programme élargi et le Fonds spécial. En 1963, la contribution des Etats-Unis, qui représentait 40 p. 100 des ressources totales, était supérieure à 21 millions de dollars, soit près de six fois le montant versé par le deuxième contribuant le plus important au Programme élargi; la contribution de ce pays au Fonds spécial — près de 30 millions de dollars — est le quintuple de celle qui vient immédiatement après, par ordre d'importance. Il convient de souligner que les contributions des Etats-Unis ont toujours été versées en monnaie pleinement convertible, malgré les difficultés de balance des paiements. Les contributions en monnaie convertible permettent de faire face aux dépenses considérables d'administration et des services d'exécution du Programme élargi, de payer les services des experts et les achats de matériel et de fournitures dans les pays en voie de développement, d'envoyer des boursiers et d'organiser des cycles d'études dans ces pays. Ceux qui n'ont cessé de se plaindre que leurs contributions ne sont pas pleinement utilisées créent leur propres difficultés en ne versant pas leurs contributions en monnaies convertibles aux fins indiquées et en refusant de participer équitablement aux dépenses d'administration et d'exécution des programmes, qui, en 1963, ont dépassé le chiffre de 17,5 millions de dollars. Il est indispensable d'augmenter les contributions sous une forme pleinement utilisable, afin d'atteindre l'objectif de 150 millions de dollars fixé pour le Programme élargi et le Fonds spécial. Aussi longtemps que cet objectif n'est pas atteint, il est inutile de faire des propositions en vue d'accroître l'assistance fournie dans divers domaines tels que l'alphabétisation et le développement industriel. Les Etats-Unis sont disposés, pour leur part, à fournir 40 p. 100 des 150 millions de dollars prévus, à condition que les autres pays soient prêts à verser les 60 p. 100 restants. Par ailleurs, comme l'a déclaré le Président-Directeur du BAT à la 308ème séance du Comité de l'assistance technique tenue le 27 novembre 1963, il faut que les gouvernements accélèrent le versement des contributions annoncées. M. Bingham rend hommage à la direction compétente du Président-Directeur du BAT, du Directeur général du Fonds spécial et du Commissaire à l'assistance technique.

68. M. Bingham tient à donner des éclaircissements en réponse à la déclaration faite par le représentant de l'Union soviétique à la 927ème séance de la Commission, lors de l'examen de l'accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique aux pays en voie de développement. Le représentant de l'Union soviétique, parlant de l'assistance fournie par les Etats-Unis, a dit que la délégation des Etats-Unis avait omis de mentionner les bénéfices encaissés par son pays. Alors que l'assistance fournie aux pays en voie de développement au cours de la période 1953-1962 se serait élevée à 33 milliards 49 millions de dollars, les transferts de bénéfices au cours de cette période auraient atteint au moins 27 milliards 646 millions de dollars.

69. Les chiffres cités par le représentant de l'Union soviétique en ce qui concerne l'assistance économique d'origine publique fournie par les Etats-Unis sont approximativement exacts. Il importe de noter à ce

propos que près de 85 p. 100 des 33 milliards d'assistance sont allés aux pays en voie de développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, un quart environ du solde de 5 milliards de dollars allant à la Yougoslavie et à la Pologne. En ce qui concerne les transferts de bénéfices, les chiffres cités sont, eux aussi, approximativement exacts, mais on ne peut pas les rattacher à ceux de l'assistance fournie, et cela pour trois raisons. Premièrement, s'il est vrai que 85 p. 100 de l'assistance en fonds publics fournis par les Etats-Unis sont allés aux pays en voie de développement, il ne faut pas oublier qu'une fraction seulement des transferts de bénéfices provient de ces mêmes pays. Ce pourcentage est encore plus faible si l'on exclut les quelques pays qui sont gros producteurs de pétrole. Deuxièmement, les nouveaux investissements privés effectués à l'étranger par les Etats-Unis pendant cette période ont atteint près de 27 milliards de dollars, soit à peu près l'équivalent des bénéfices encaissés au cours de cette période. Troisièmement, le chiffre de 2 milliards 700 millions de dollars, qui représente la moyenne des bénéfices encaissés annuellement, doit être considéré par rapport au montant total des investissements privés des Etats-Unis à l'étranger, qui a atteint près de 60 milliards de dollars au cours de la même période. Ce rapport représente un revenu sur le capital investi d'environ 4,5 p. 100 par an, pourcentage qui est loin d'être excessif. Le montant total des bénéfices transférés annuellement est également très faible si on le compare aux paiements effectués sur place par les entreprises américaines d'outre-mer au titre des salaires et traitements, des approvisionnements locaux, des impôts, etc. La valeur totale des biens et services produits dans les pays étrangers par les entreprises privées américaines s'est élevée à 28 milliards de dollars en 1962. Enfin et surtout, il convient de noter que le représentant de l'Union soviétique n'est aucunement fondé à comparer les chiffres des bénéfices encaissés par les entreprises privées à ceux de l'assistance d'origine publique fournie par les Etats-Unis. Il pourrait être intéressant de comparer les bénéfices au courant total des capitaux privés américains vers le reste du monde durant la même période, bien que cette comparaison ne soit pas non plus particulièrement significative, étant donné que les bénéfices transférés représentent un revenu sur le montant beaucoup plus important des capitaux privés investis au cours de plusieurs dizaines d'années.

70. Le représentant de l'Union soviétique est mal fondé à dénigrer l'assistance accordée par les Etats-Unis aux pays en voie de développement, que ce soit sur une base bilatérale ou par l'intermédiaire des organismes de l'ONU. Il n'a jamais mentionné le volume de l'assistance fournie par l'Union soviétique. Cette omission est des plus significatives. Un grand nombre d'autres observations du représentant de l'Union soviétique avec lesquelles la délégation des

Etats-Unis n'est pas d'accord ont fait l'objet de commentaires dans des déclarations antérieures.

71. M. KOUDRYAVTSEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), prenant la parole pour une explication de vote, précise que la position de sa délégation à l'égard de certaines questions intéressant le Programme élargi a été clairement définie par le représentant de son pays lors de la session du CAT de juin 1963. Compte tenu des observations présentées en cette occasion, M. Koudryavtsev votera en faveur du projet de résolution qui figure dans le document A/C.2/223.

72. Il tient toutefois à préciser que, en ce qui concerne les dispositions du paragraphe 1 du dispositif de ce projet, la délégation de l'Union soviétique a pris acte des assurances données par le Président-Directeur du BAT selon lesquelles les allocations de fonds aux organisations participantes sont essentiellement calculées en fonction des ressources requises pour assurer l'exécution des programmes nationaux des pays bénéficiaires.

73. Quant à la déclaration que vient de faire le représentant des Etats-Unis d'Amérique, M. Koudryavtsev constate qu'elle ne fait que confirmer les remarques du représentant de l'Union soviétique à la 927^{ème} séance de la Commission, dont le texte intégral a été distribué le matin même par sa délégation. Il espère que les membres de la Commission voudront bien étudier ce document avec toute l'attention qu'il mérite.

74. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution présenté par le CAT concernant la confirmation des allocations de fonds au titre du Programme élargi d'assistance technique pour 1964 et transmis par le Secrétaire général dans le document A/C.2/223.

A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.

Organisation des travaux de la Commission

75. Le PRESIDENT annonce qu'à sa séance suivante la Commission sera appelée à examiner une note du Président touchant l'organisation des travaux de la Commission lors des futures sessions de l'Assemblée générale (A/C.2/222). Elle passera ensuite au point 34 de l'ordre du jour (Affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement). Enfin, si la Commission politique spéciale a pris une décision au sujet de la composition du Conseil économique et social, la Commission examinera la question de l'élargissement de la composition de trois organes subsidiaires du Conseil: le Comité économique, le Comité social et le Comité de coordination.

76. Le Président émet l'espoir que les travaux de la Commission pourront être terminés à la fin de la semaine en cours.

La séance est levée à 18 h 40.